Le Journal des décideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°974 du Lundi le 16 Novembre 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI Togo
SOCIETE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION DU TOGO
Tél: (+228) 22 53 33 30 (+228) 22 53 33 40
Email: sgitogo@sgitogo.tg
Adresse: 4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma 01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Allemagne

Mercedes-Benz suspend tout nouvel investissement

Dans un entretien interne diffusé auprès des salariés, des membres du directoire de Mercedes-Benz ont déclaré que le groupe allait examiner ... • (Page 08)

COP31

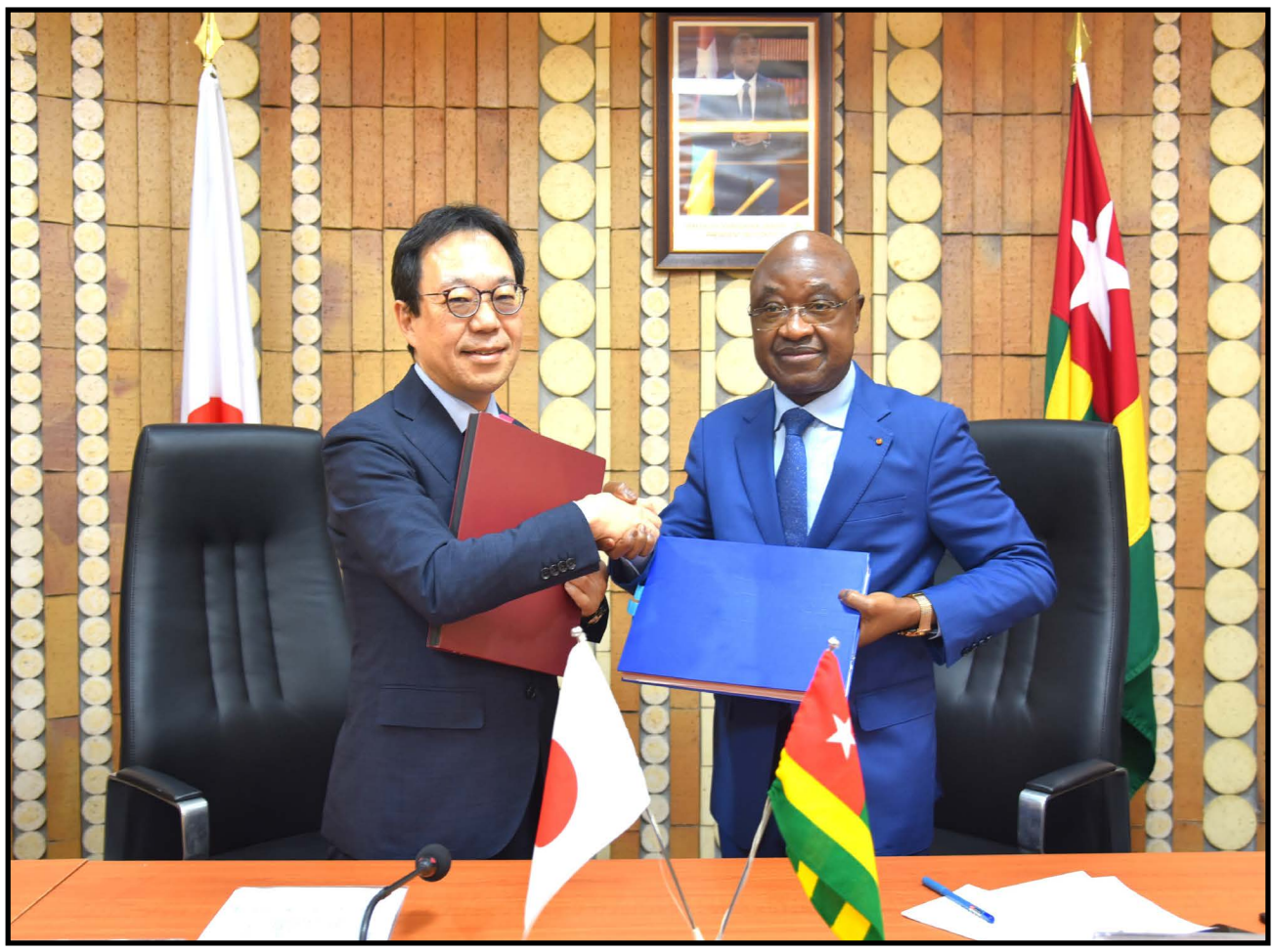
Assurer une information climatique fiable à l'ère de l'IA

Comment se fier aux réponses de l'intelligence artificielle sur le climat ? Et comment mesurer l'empreinte ... • (Page 09)

Entretien routier

• (Page 03)

Le Japon accorde un appui de 2,4 milliards FCFA au Togo



Financement

La BAD et l'AFD renouvellent leur partenariat

Le Groupe de la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement renouvellent leur... • (Page 02)

Industrie

Cinq filières retenues pour le futur centre de formation de la PIA

Le futur Centre d'excellence de formation technique et professionnelle de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (CEFTP-PIA) ... • (Page 04)

Afrique de l'Ouest

La BIDC mobilise investisseurs et partenaires à l'AFIS 2026

A l'occasion de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) 2026 tenu à Luanda, en Angola, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO ... • (Page 06)

Financements verts

• (Page 04)



Trois nouveaux instruments pour accélérer la transition écologique

Fin d'année

Les pétards et feux d'artifice interdits sur toute l'étendue du territoire national

Le ministère de la Sécurité a rappelé, dans un communiqué, le 14 novembre, l'interdiction formelle de l'importation, de la commercialisation, de la ... • (Page 11)



Financement

La BAD et l'AFD renouvellent leur partenariat

Le Groupe de la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement renouvellent leur partenariat pour accélérer le financement des priorités de développement en Afrique.

• *Vivien Atakpabem*



Le Groupe de la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement (AFD) franchissent une nouvelle étape dans leur partenariat avec la signature d'un protocole d'accord pour la période 2026-2031. Depuis 2021, leur coopération a permis de soutenir 17 projets cofinancés dans 14 pays africains. Avec ce nouvel accord, signé le 10 novembre en marge du Forum de Paris sur la paix, les deux institutions entendent renforcer leurs investissements conjoints en intervenant dès les premières étapes de l'élaboration des projets et en coordonnant plus étroitement leur mise en œuvre. En identifiant conjointement les projets potentiels le plus tôt possible et en associant le financement à la préparation des projets, au conseil technique, au dialogue sur les politiques et au renforcement des capacités, les deux institutions entendent constituer un portefeuille plus solide de projets et de programmes prêts à être financés. Elles ont également l'intention d'approfondir leur collaboration en matière de gestion de projets, de suivi et de transfert de connaissances. Le partenariat couvrira plusieurs domaines prioritaires, articulés autour du développement des infrastructures liées à la transition énergétique, aux transports, à l'eau et à l'assainissement, à la connectivité régionale ainsi qu'à l'agriculture et l'industrie. Ce partenariat mettra fortement l'accent sur le développement du secteur privé, l'entrepreneuriat, l'accès au financement et la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes. L'accord porte également sur les minéraux critiques, les produits pharmaceutiques, les infrastructures numériques, la gouvernance des données et l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle, ainsi que sur la résilience climatique, la biodiversité, la santé, l'éducation et la gouvernance. « Le Forum de Paris pour la paix est le cadre idéal pour renouveler notre coopération avec l'AFD, a souligné le président du Groupe de la Banque, Dr Sidi Ould Tah. La paix et le développement vont de pair, et la mise en œuvre des priorités de l'Afrique nécessite une collaboration étroite. La France accompagne le Groupe de la Banque dans cet effort depuis des décennies. Ensemble, nous continuerons à orienter les capitaux vers des infrastructures qui relient les marchés, renforcent les chaînes de valeur africaines et créent des emplois pour la jeunesse du continent. » « Je suis ravi de franchir une nouvelle étape dans notre partenariat avec la Banque africaine de développement, principal partenaire financier de l'AFD en Afrique. Nous partageons une même ambition : investir dans des projets qui répondent à la fois aux priorités des pays africains et aux intérêts de la France et de l'Europe. Ensemble, nous intensifierons nos investissements dans les infrastructures stratégiques, notamment d'énergie et de transport, afin de soutenir le développement industriel, la création d'emplois et la croissance économique », a déclaré Christophe Lecourtier, directeur général du groupe AFD. Le nouvel accord prévoit en outre de renforcer la coopération en matière de financement mixte, de garanties, de financement catalytique et de financement carbone afin de mobiliser des ressources publiques et privées supplémentaires. Il s'agit notamment d'étudier les possibilités d'accès aux instruments financiers européens et aux plateformes de cofinancement qui rassemblent le Groupe de la Banque, les institutions européennes et les partenaires africains.

Image du jour



AUX DÉCIDEURS ...

Construire des routes, c'est bien. Savoir les entretenir, c'est encore mieux !

Il y a une tendance, dans nos politiques de développement, à célébrer les kilomètres de routes construits, les ponts inaugurés et les grands travaux d'infrastructures. Les images de chantiers achevés nourrissent les bilans, les discours et les ambitions. Pourtant, une question essentielle mérite davantage d'attention : que deviennent ces infrastructures quelques années après leur mise en service ? Car construire une route est une chose, garantir sa durabilité en est une autre. C'est précisément tout le sens du partenariat que viennent de sceller le Togo et le Japon autour du Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER).

Le don de 615 millions de yens, soit environ 2,4 milliards de FCFA, accordé par Tokyo pour moderniser les équipements de cette institution régionale mérite d'être salué. Mais il serait réducteur de n'y voir qu'un simple appui financier ou matériel. Derrière cette enveloppe se dessine une vision plus stratégique du développement : investir dans les compétences, professionnaliser les métiers de l'entretien routier et faire de la préservation des infrastructures une priorité économique.

Le raisonnement est simple. Une route mal entretenue se dégrade, perd progressivement sa valeur économique et finit par coûter beaucoup plus cher à réhabiliter. Les conséquences dépassent largement le secteur des travaux publics : ralentissement des échanges commerciaux, hausse des coûts de transport, difficultés d'accès aux services sociaux, insécurité routière et perte de compétitivité pour les entreprises. Pour un pays comme le Togo, dont l'ambition est de consolider sa position de plateforme logistique régionale, l'entretien du réseau routier ne peut donc être considéré comme une dépense secondaire. Il constitue un investissement productif.

C'est là que le CERFER prend toute son importance. Former des techniciens, des gestionnaires et des spécialistes capables d'assurer la maintenance des infrastructures, c'est anticiper les besoins de demain. C'est aussi répondre à une problématique qui dépasse les frontières togolaises. Les routes constituent des instruments d'intégration régionale. Leur qualité conditionne la fluidité des échanges entre les pays, particulièrement dans une Afrique de l'Ouest où les corridors routiers jouent un rôle déterminant dans la circulation des marchandises.

En renforçant les capacités du CERFER, le Japon ne soutient donc pas uniquement le Togo. Il contribue à la constitution d'un vivier régional de compétences, susceptible de répondre aux besoins des pays francophones d'Afrique de l'Ouest. L'annonce d'un projet complémentaire de coopération technique avec le centre va d'ailleurs dans cette direction. La combinaison des équipements et du transfert de savoir-faire pourrait donner à cette institution une nouvelle dimension.

Mais un financement, aussi important soit-il, ne garantit pas à lui seul la réussite d'une telle ambition. Le véritable défi commence après la signature des accords. Il faudra veiller à l'utilisation optimale des équipements, à leur maintenance, à l'actualisation des programmes de formation et surtout à l'adéquation entre les compétences enseignées et les besoins réels des entreprises et des administrations. La pérennité du dispositif dépendra également de la capacité du CERFER à rayonner au-delà du Togo et à s'imposer comme un véritable centre d'excellence régional.

L'État togolais a donc une responsabilité particulière dans la réussite de ce partenariat. L'engagement en faveur d'infrastructures de qualité doit s'accompagner d'une politique cohérente de maintenance, de financement et de valorisation des ressources humaines. Trop souvent, l'entretien est le parent pauvre des politiques d'investissement public. Il est temps de changer cette approche.

Au fond, la coopération entre Lomé et Tokyo rappelle une vérité fondamentale : le développement ne se mesure pas seulement à ce que l'on construit, mais aussi à ce que l'on parvient à préserver. Une route qui dure est une route qui continue de produire de la richesse, de rapprocher les territoires et de faciliter les échanges.

Le véritable progrès n'est donc pas de multiplier les inaugurations, mais de faire en sorte que les infrastructures construites aujourd'hui restent utiles aux générations de demain. C'est à cette condition que les 2,4 milliards de FCFA investis dans le CERFER prendront toute leur valeur. Et c'est aussi à cette condition que le partenariat Togo-Japon pourra dépasser le cadre d'une coopération ponctuelle pour devenir un véritable levier de transformation économique régionale.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

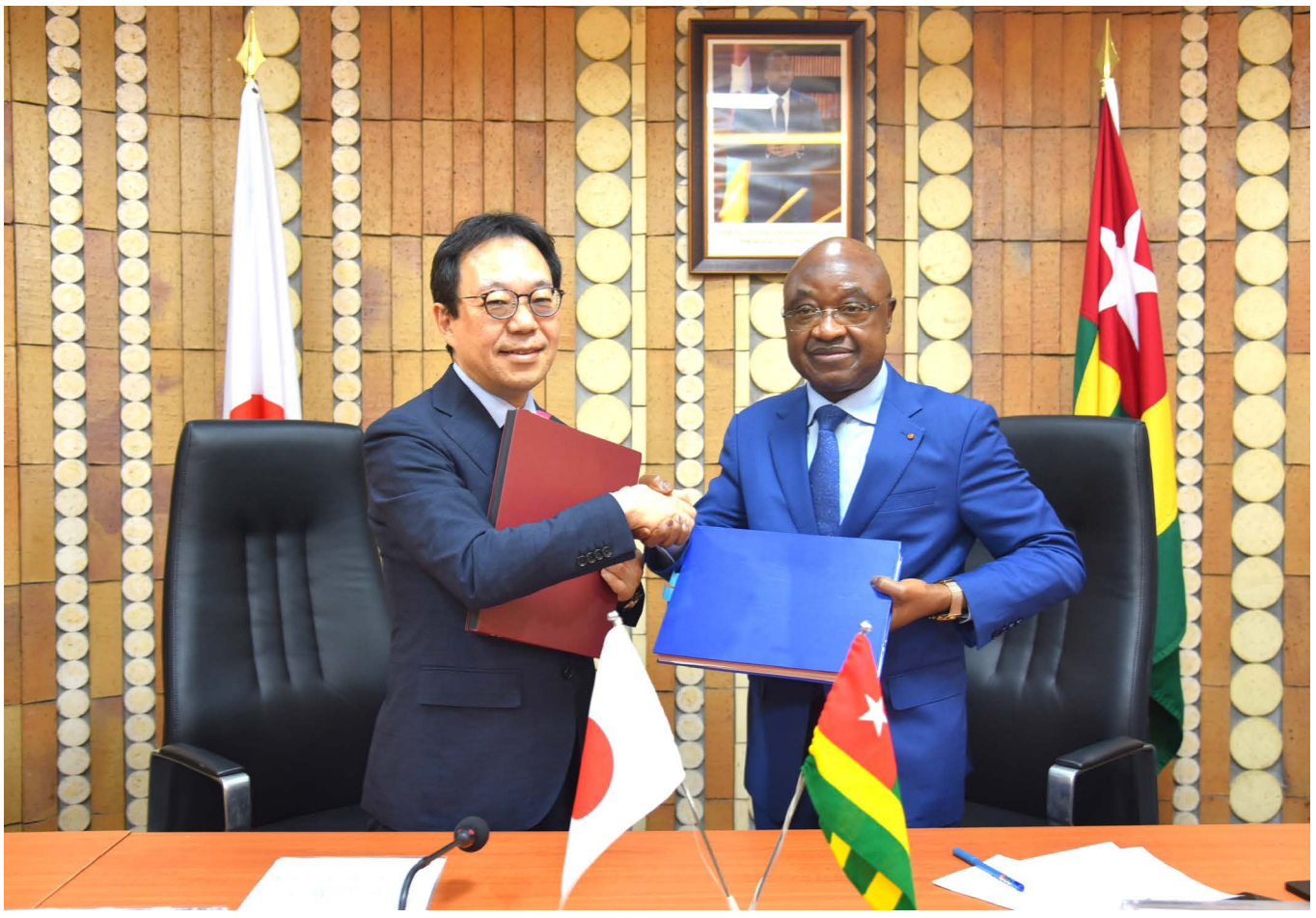
• *Source : tresor.economie.gouv.fr*

Entretien routier

Le Japon accorde un appui de 2,4 milliards FCFA au Togo

Le Togo et le Japon renforcent leur coopération dans le domaine des infrastructures routières. À travers un don de 615 millions de yens, soit environ 2,4 milliards FCFA, Tokyo entend soutenir la modernisation des équipements du Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER) et consolider les compétences techniques dans la sous-région ouest-africaine.

• Joël Yanclo



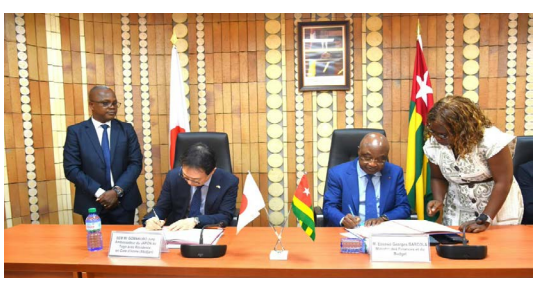
Le partenariat entre le Togo et le Japon franchit une nouvelle étape. Les deux pays ont procédé, jeudi 12 novembre 2026 à Lomé, à la signature de l'Échange de Notes et de l'Accord de Don relatifs au Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2026. D'un montant de 615 millions de yens japonais, soit environ 2,4 milliards FCFA, ce financement est accordé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Il permettra de financer l'acquisition, le transport et l'installation d'équipements destinés au Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER). L'objectif est de renforcer les capacités pédagogiques, techniques et opérationnelles de cette institution régionale, qui forme les professionnels des métiers de l'entretien routier et des travaux publics. Pour KATO Koichi, Représentant résident de la JICA en Côte d'Ivoire, cet appui traduit la volonté du Japon d'accompagner durablement les efforts du Togo en matière de développement des infrastructures. « À travers la fourniture d'équipements modernes, nous espérons améliorer la qualité de la formation dispensée et contribuer au développement des compétences techniques nécessaires à l'entretien durable des infrastructures routières dans la sous-région », a-t-il indiqué. Le responsable de la JICA a également annoncé le lancement prochain d'un projet de coopération technique consacré au renforcement des capacités en entretien et gestion routière dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Mis en œuvre avec le CERFER, ce projet fait déjà l'objet d'une première mission d'étude détaillée à Lomé. Sa combinaison avec le don permettra, selon lui, de consolider les capacités institutionnelles et techniques du centre.

Coopération au service de la connectivité régionale

Prenant la parole à son tour, l'ambassadeur du Japon au Togo, avec résidence à Abidjan, GOMAKUBO Junji, a souligné la portée régionale de cette initiative. Il s'agit notamment d'améliorer l'état des routes et la fluidité du trafic en renforçant la formation des personnels chargés de leur entretien et de leur gestion, au Togo comme dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le diplomate a établi un lien entre ce programme et le projet de construction de la voie de contournement de Sokodé, soutenu par le Japon. Cette infrastructure vise à fluidifier la circulation autour du centre-ville, notamment au niveau de l'embranchement des routes nationales n°1 et n°17, tout en améliorant la sécurité routière et l'efficacité du corridor togolais. Pour GOMAKUBO Junji, ces initiatives s'inscrivent dans la vision du gouvernement togolais, qui entend renforcer le réseau routier, stimuler la création d'emplois et consolider la position du pays comme plateforme logistique régionale. Il a également rappelé que la coopération entre les deux pays dépasse le seul cadre économique. Les Togo-Japan Days, organisés en juin dernier à Lomé, avec notamment des projections de films japonais, une compétition de judo, une exposition consacrée aux estampes d'Hokusai et des activités autour de la gastronomie japonaise, illustrent cette volonté de renforcer les échanges culturels. « Le Japon est conscient que la stabilité politique et sociale ainsi que le développement économique du Togo contribuent à la paix et au développement de la région de l'Afrique de l'Ouest, et entend continuer à vous apporter son soutien », a-t-il affirmé.

Investissement dans le capital humain et la durabilité

Au nom du gouvernement togolais, le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges BARCOLA, a salué un nouvel acte témoignant de la solidité des relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Tokyo. Il a notamment souligné la convergence de vues entre les deux pays autour du développement économique et de la recherche de la paix. Inscrivant cet appui dans la nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031, le ministre a rappelé le rôle stratégique des infrastructures routières dans le désenclavement des territoires, la dynamisation des échanges commerciaux, la mobilité des personnes et des biens ainsi que le renforcement de la compétitivité économique. Il a toutefois insisté sur un enjeu souvent moins visible que la construction des routes : leur entretien. « La performance des infrastructures ne dépend pas uniquement de leur construction. Elle repose également sur notre capacité collective à assurer leur entretien régulier, leur préservation et leur gestion efficace », a-t-il souligné. Pour le ministre, le financement japonais va donc bien au-delà de la fourniture d'équipements. Il constitue un investissement dans le capital humain, le transfert de compétences et la pérennité des infrastructures routières. Il a, dans cette perspective, invité les ministères concernés et les responsables du CERFER à garantir une mise en œuvre diligente, rigoureuse et transparente du programme, afin d'assurer une utilisation optimale des ressources et une gestion durable des équipements. Au-delà de l'enveloppe financière, l'accord signé à Lomé traduit ainsi une ambition commune : faire de la formation et de la maîtrise des techniques d'entretien routier des leviers de développement pour le Togo et l'Afrique de l'Ouest francophone. Pour les deux partenaires, l'enjeu n'est plus seulement de construire des routes, mais aussi de disposer des compétences nécessaires pour les préserver durablement.








Financements verts

Trois nouveaux instruments pour accélérer la transition écologique

À la COP31, organisée à Antalya en Turquie, le Togo a dévoilé, le 12 novembre 2026, trois initiatives destinées à renforcer son action climatique. Le Togo Green Fund, le registre carbone national et le programme Togo Zéro Déchet ambitionnent de mobiliser des financements verts, de mieux suivre les émissions et de promouvoir l'économie circulaire.

• *Wilson Lawson*



Trois instruments pour structurer l'action climatique. Le Togo entend franchir un nouveau cap dans sa politique environnementale. En marge de la 31e Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP31), le gouvernement a procédé, le 12 novembre 2026 à Antalya, au lancement de trois initiatives majeures pour accélérer la transition écologique du pays. Ces nouveaux dispositifs répondent à un triple objectif : renforcer la mobilisation des financements climatiques, améliorer le suivi des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre et encourager des pratiques de production et de consommation plus responsables. Première initiative dévoilée, le Togo Green Fund est un mécanisme national destiné à mobiliser, gérer et orienter les ressources financières vers les projets environnementaux et climatiques. Il doit notamment faciliter le financement des initiatives portées par les acteurs publics et privés, tout en améliorant l'accès du pays aux ressources internationales, notamment celles du Fonds vert pour le climat. Ce mécanisme ouvre également des perspectives pour le développement de solutions innovantes de financement, à l'image du marché du carbone.

Un registre carbone pour renforcer la transparence

Deuxième dispositif lancé, le registre carbone national constitue un nouvel outil de gouvernance climatique. Développée conformément aux dispositions de l'Accord de Paris, cette plateforme numérique permettra de centraliser les informations relatives aux initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au-delà du suivi des efforts nationaux, le registre doit contribuer à améliorer la transparence et la traçabilité des actions climatiques. Il constitue également un levier pour mieux valoriser les résultats obtenus par le pays dans la réduction de son empreinte carbone. Dans un contexte où les financements climatiques accordent une importance croissante à la mesure des résultats et à la transparence des projets, cet instrument pourrait renforcer la crédibilité du Togo auprès des partenaires internationaux.

Togo Zéro Déchet mise sur l'économie circulaire

La troisième initiative, baptisée Togo Zéro Déchet, s'inscrit dans le prolongement du Forum africain des territoires Zéro Déchet organisé à Kpalimé en octobre 2026. Le programme ambitionne de transformer progressivement les modes de gestion des déchets en privilégiant leur réduction, leur valorisation et leur réutilisation. Il entend également stimuler l'économie circulaire, encourager l'innovation et favoriser l'émergence d'un entrepreneuriat vert. Sa mise en œuvre reposera notamment sur l'expérimentation de territoires pilotes. Ces espaces serviront de laboratoires pour tester et démontrer des solutions concrètes de gestion responsable des déchets. L'ambition est double : améliorer le cadre de vie des populations et créer de nouvelles opportunités économiques au niveau local. Cette approche permet ainsi de faire de la gestion des déchets non seulement un enjeu environnemental, mais aussi un levier de création d'activités et d'emplois.

Le gouvernement appelle à une mobilisation collective

Lors de la cérémonie de lancement, le ministre de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique a présenté ces trois initiatives comme une nouvelle étape dans l'engagement du Togo face aux défis climatiques. Il a insisté sur la nécessité d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs, rappelant que le pays ne saurait relever seul les défis liés aux changements climatiques. Les partenaires techniques et financiers, les investisseurs, les organisations de la société civile et le secteur privé sont ainsi appelés à accompagner cette dynamique. Leur implication sera déterminante pour assurer le financement, la mise en œuvre et la pérennité des différents dispositifs.

Registre Carbone du Togo | TGF TOGO GREEN FUND PRESERVER-INVESTIR-PRODUIRE | Togo Zéro Déchet



Industrie

Cinq filières retenues pour le futur centre de formation de la PIA

Le futur Centre d'excellence de formation technique et professionnelle de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (CEFTP-PIA) proposera des formations dans cinq filières stratégiques. Les référentiels de compétences et de certification sont en cours de validation pour adapter les enseignements aux besoins des entreprises et du marché de l'emploi.

• *Junior Aredola*

Le Togo poursuit les préparatifs en vue de l'ouverture de son futur Centre d'excellence de formation technique et professionnelle de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (CEFTP-PIA). Cinq domaines ont été retenus pour accueillir les premières formations : le textile, l'agroalimentaire, la maintenance industrielle, le transport, la logistique et la manutention, ainsi que l'assurance qualité. Ce choix repose sur une analyse des besoins exprimés par les entreprises installées sur la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), mais également sur les attentes du tissu économique national et régional. À travers ces filières, le futur centre entend répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée des unités industrielles et des activités connexes. L'ambition est de rapprocher davantage la formation professionnelle des réalités du monde du travail, dans un contexte où l'industrialisation exige des compétences techniques adaptées et immédiatement mobilisables.

Des référentiels pour adapter les formations aux entreprises



La définition des contenus pédagogiques constitue désormais une étape importante des préparatifs. Dans cette perspective, le ministère de l'Éducation nationale a organisé, la semaine dernière à Lomé, un atelier de validation technique des Référentiels Emploi-Activités-Compétences (REAC) et des Référentiels de Certification (RC). Les participants ont procédé à l'examen et à la consolidation de ces documents qui serviront de socle à l'élaboration des programmes de formation. Les REAC permettent de décrire les activités professionnelles propres à chaque métier ainsi que les compétences nécessaires pour les exercer. Les référentiels de certification, quant à eux, déterminent les compétences qui devront être évaluées pour l'obtention des certifications professionnelles. Cette étape vise à garantir une meilleure cohérence entre les qualifications délivrées par le centre et les exigences des postes de travail dans les entreprises.

Une formation construite à partir des réalités du terrain

L'élaboration de ces référentiels s'appuie sur plusieurs travaux conduits au cours des dernières années. Ceux-ci comprennent notamment une enquête sur les emplois et les compétences, des visites d'entreprises, des analyses de situations de travail ainsi que la mobilisation de groupes sectoriels. Cette démarche participative permet de prendre en compte les besoins concrets des employeurs et les évolutions des métiers concernés. Elle doit également contribuer à limiter les décalages entre les compétences acquises en formation et celles effectivement recherchées sur le marché du travail. L'objectif est de disposer, avant le démarrage des enseignements, de programmes suffisamment adaptés aux réalités des entreprises et aux perspectives de développement des secteurs ciblés.

Togo

Les travaux de construction de 56 mini-réseaux solaires programmés en 2027

Au Togo, les travaux de construction de 56 mini-réseaux solaires devraient démarrer en 2027. L'annonce figure dans le projet de budget-programme, qui inscrit ces travaux parmi les actions opérationnelles prévues pour le prochain exercice budgétaire.

Cette programmation marque une nouvelle étape dans le processus d'électrification des localités rurales retenues pour bénéficier de ces équipements. Les 56 localités avaient déjà fait l'objet d'une sélection antérieure, dans le cadre du projet d'électrification rurale par mini-réseaux solaires. Le projet, porté par l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), prévoit l'installation de petites centrales solaires associées à des batteries de stockage et à des réseaux de distribution.



Ces équipements doivent produire localement de l'électricité et en distribuer aux ménages et aux autres usagers des localités concernées. Notons que le projet avait initialement été conçu pour électrifier 317 localités. Son périmètre a ensuite été revu, avec la sélection de 56 localités représentant près de 19.000 ménages potentiels. L'initiative vient compléter d'autres actions engagées par le gouvernement pour étendre l'accès à l'électricité, parmi lesquelles le Fonds Tinga, le projet de 50.000 lampadaires solaires intelligents ou encore le Projet d'extension du réseau électrique dans les centres urbains au Togo (PERECUT). À travers ces différents dispositifs, le pays poursuit son objectif d'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030. Le taux national d'électrification, qui était de 70 % en 2024, est passé à 75 % en 2025.

(Togo Officiel)

IMPACT 2030

Plan stratégique 2025-2030 de la Commission de l'UEMOA

Afrique de l'Ouest

La BIDC mobilise investisseurs et partenaires à l'AFIS 2026

A l'occasion de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) 2026 tenu à Luanda, en Angola, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a organisé un side event placé sous le thème « Une feuille de route pour la transformation : la BIDC au cœur de la prochaine étape du développement de l'Afrique de l'Ouest ».

● *Nicole Esso*



Cette rencontre a réuni des investisseurs, des institutions financières, des partenaires au développement ainsi que des représentants du secteur privé afin d'explorer les voies et moyens d'accélérer la transformation économique de l'Afrique de l'Ouest et de renforcer l'attractivité de la région en tant que destination privilégiée pour l'investissement. Les discussions ont mis en évidence un large consensus sur le fait que l'Afrique de l'Ouest dispose d'importantes opportunités et d'un potentiel encore largement inexploité. Le principal défi consiste désormais à transformer ces atouts en investissements bancables, en projets à fort impact et en bénéfices socio-économiques tangibles pour les populations. Les participants ont souligné la nécessité de mobiliser des ressources financières à la hauteur des ambitions de la région, de renforcer le rôle du secteur privé et des partenariats stratégiques en tant que moteurs de l'investissement, de développer des solutions de financement innovantes et de promouvoir une croissance durable capable de renforcer la résilience des économies ouest-africaines face aux défis économiques, climatiques et géopolitiques. Représentant Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration, Dr MacDonald Saye Goanue, Coordonnateur de la Vice-Présidence en charge des Opérations, a souligné que l'Afrique de l'Ouest dispose de toutes les ressources nécessaires pour devenir l'un des principaux pôles de croissance du continent, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Il a rappelé que la responsabilité collective des acteurs du développement est de convertir ce potentiel en projets bancables, en investissements à fort impact et en opportunités durables pour les populations de la région. Dr Goanue a également indiqué qu'à travers sa Stratégie GRO (Croissance, Résilience et Optimisation) 2026-2030, la BIDC entend intensifier la mobilisation de capitaux, renforcer les partenariats stratégiques et accélérer le financement des projets de transformation à travers l'Afrique de l'Ouest. Cette stratégie, qui orientera l'action de la Banque au cours des cinq prochaines années, vise à renforcer sa capacité financière, élargir sa base de partenaires, accroître la participation du secteur privé et soutenir des investissements à fort impact dans des secteurs clés du développement régional. À travers cette initiative, la BIDC a réaffirmé son engagement à fédérer capitaux, expertise et partenariats au service des priorités de développement de l'Afrique de l'Ouest. La Banque demeure résolument engagée en faveur de la construction d'une région plus intégrée, plus résiliente et plus prospère, où le potentiel économique se traduit concrètement par la création d'emplois, une croissance durable et une amélioration tangible des conditions de vie des populations de la Communauté.

Commerce international

NSIA Banque CI accompagne les PME pour sécuriser leurs opérations

Dans un contexte où les entreprises ivoiriennes développent de plus en plus leurs activités à l'international, les besoins en solutions de sécurisation des transactions et de financement des échanges ne cessent de croître. Importer des marchandises, exporter sa production ou répondre à un appel d'offres international implique de maîtriser des risques financiers et commerciaux qui peuvent freiner le développement des PME.

Pour répondre à ces enjeux, NSIA Banque Côte d'Ivoire renforce l'accompagnement des entreprises à travers son offre Trade Finance, qui leur permet de sécuriser leurs opérations et de faciliter leurs échanges commerciaux. Le crédit documentaire garantit au fournisseur le paiement de sa créance dès lors que les documents prévus au contrat sont présentés conformément aux conditions convenues, tout en apportant à l'importateur les garanties nécessaires sur l'expédition de la marchandise. Pour les entreprises qui entretiennent déjà une relation commerciale de confiance avec leurs partenaires, la remise documentaire constitue une solution plus souple pour encadrer la remise des documents contre paiement ou acceptation des conditions convenues. NSIA Banque accompagne également les entreprises dans la réalisation de leurs marchés grâce à son Programme Cautions Marchés, qui permet de financer jusqu'à 300 millions de FCFA par dossier les cautions de soumission, de bonne exécution, de restitution d'avance de démarrage et de retenue de garantie. « Les dirigeants que nous accompagnons maîtrisent leur activité et savent développer des relations commerciales à l'international. Les principaux défis portent souvent sur la sécurisation des paiements, la gestion des garanties bancaires ou la préservation de leur trésorerie. À travers nos solutions Trade Finance, nous mettons à leur disposition des outils qui leur permettent de développer leurs échanges avec davantage de confiance et de sérénité. Notre ambition est de rendre ces solutions accessibles aux PME, qui constituent un moteur essentiel de la croissance économique de notre pays. » Mme Carine DOMORAUD, Directrice des Petites et Moyennes Entreprises – NSIA Banque Côte d'Ivoire

À propos de NSIA Banque Côte d'Ivoire

NSIA Banque Côte d'Ivoire, désormais détenue par NSIA Holding Financière (NHF), compagnie financière dédiée au pilotage et au développement du pôle bancaire du Groupe NSIA, s'inscrit dans une nouvelle dynamique stratégique visant à renforcer son rôle dans le financement de l'économie ivoirienne. Acteur de référence du secteur bancaire, la Banque accompagne particuliers, PME et entreprises à travers une offre innovante et adaptée, portée par un réseau de plus de 80 points de vente, plus de 120 automates et un bureau de représentation à Paris dédié à la diaspora. Engagée aux côtés des entreprises et des PME, NSIA Banque CI contribue activement au financement de projets structurants et à la transformation du tissu économique. Son engagement en faveur des PME a été distingué à deux reprises lors du programme « La Finance s'engage », avec le Prix de l'Innovation en 2024 et le Prix spécial du jury, présidé par l'IFC, en 2025. La Banque a également été récompensée par plusieurs distinctions majeures, dont le Prix d'Excellence du Meilleur Établissement du secteur financier et celui de la Meilleure Banque Teneur de Compte et Conservateur (BRVM). Signataire du Global Compact des Nations Unies, NSIA Banque CI inscrit son action dans une démarche responsable, en faveur d'une croissance durable, inclusive et à fort impact.

(NSIA BANQUE)

Produits pharmaceutiques

Le russe Pharmasyntez veut étendre sa présence en Afrique

La plupart des pays africains restent fortement dépendants des importations de médicaments, en raison notamment de capacités de production locales encore limitées. Cette situation attire de nouveaux industriels étrangers, dont plusieurs groupes russes, qui cherchent à renforcer leur présence commerciale sur le continent.



Un peu plus d'un an après avoir obtenu les premières certifications nécessaires à l'exportation de ses produits pharmaceutiques vers un marché africain, le groupe russe Pharmasyntez entend intensifier ses activités sur le continent. Le 2 novembre 2026, l'entreprise a indiqué avoir organisé, en marge du sommet Russie-Afrique tenu les 28 et 29 octobre à Moscou, une série de rencontres avec des partenaires africains au cours desquelles il a discuté des perspectives de coopération et de la mise en œuvre de nouveaux projets communs. La Libye est, à ce jour, le seul marché africain dont l'approvisionnement par Pharmasyntez est explicitement confirmé par le groupe. En mars 2025, deux de ses usines, situées à Irkoutsk et à Tioumen, ont obtenu des certifications GMP délivrées par les autorités libyennes, ouvrant la voie aux livraisons. « L'Afrique constitue une orientation stratégique pour notre développement international. […] Nous fournissons déjà des produits au marché africain, développons notre portefeuille d'enregistrements et explorons de nouvelles opportunités de collaboration avec des partenaires publics et commerciaux. Nous percevons un potentiel considérable pour le développement futur du marché pharmaceutique du continent », a déclaré Nikita Punia, vice-président chargé des activités commerciales du groupe, dans des propos rapportés par le média pharmaceutique russe Pharmvestnik. Selon le responsable, le groupe mise sur l'enregistrement de ses médicaments dans les pays ciblés, la participation aux appels d'offres publics et le développement de partenariats avec des distributeurs et des acteurs locaux. Il étudie également la possibilité de livrer directement les acheteurs gouvernementaux afin de diversifier ses circuits de commercialisation et de faciliter son accès à de nouveaux marchés.

Avec Agence Ecofin

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

BRVM – BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES – Afrique de l'Ouest

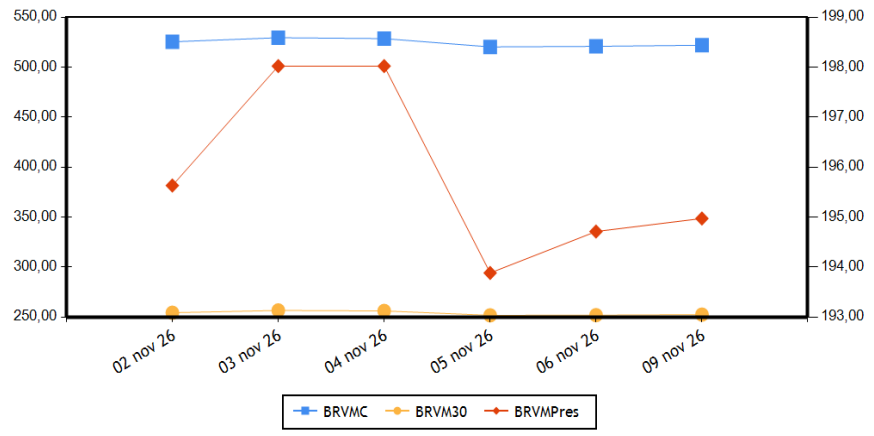
lundi 9 novembre 2026 — N° 213

BRVM COMPOSITE	521,88
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	50,94 %

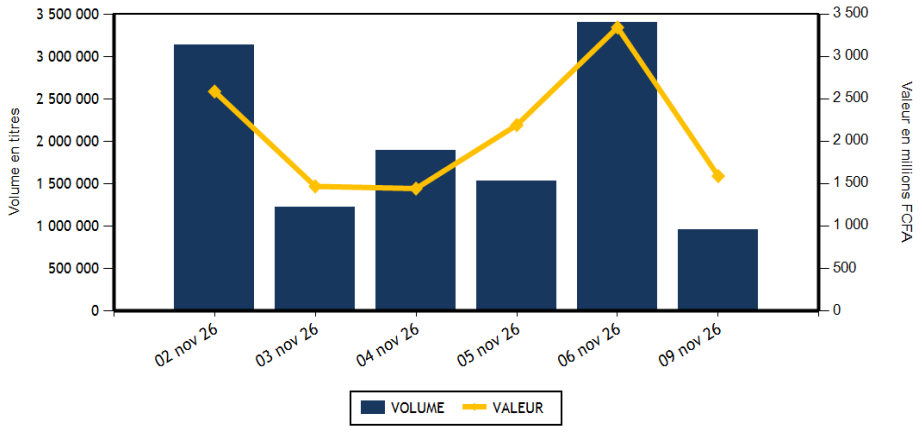
BRVM 30	252,36
Variation Jour	0,23 %
Variation annuelle	51,80 %

BRVM PRESTIGE	194,97
Variation Jour	0,13 %
Variation annuelle	35,16 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 465 705 243 788	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	957 592	-71,82 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 578 873 396	-52,56 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	-60,00 %
Nombre de titres en baisse	26	85,71 %
Nombre de titres inchangés	10	42,86 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 444 438 836 763	-0,19 %
Volume échangé	986	-31,86 %
Valeur transigée (FCFA)	9 593 014	-25,68 %
Nombre de titres transigés	13	0,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 980	7,03 %	65,00 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	1 800	6,51 %	13,92 %
SONATEL SN (SNTS)	4 150	3,75 %	58,88 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 295	3,19 %	-9,44 %
BICI CI (BICC)	32 900	2,81 %	69,20 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 595	-7,27 %	50,47 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 730	-6,83 %	80,20 %
BERNABE CI (BNBC)	1 795	-5,28 %	27,30 %
PALM CI (PALC)	7 600	-5,00 %	-6,17 %
CIE CI (CIEC)	4 950	-4,81 %	109,75 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	194,97	0,13 %	35,16 %	150 211	968 895 855	13,94
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	363,20	-0,55 %	66,87 %	807 381	609 977 541	21,25

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM – COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	210,31	0,22 %	57,96 %	957 592	1 578 873 396	16,93

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	144,77	2,00 %	52,55 %	108 263	448 649 575	13,85
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	171,53	1,67 %	-0,86 %	22 309	47 546 375	38,03
BRVM - SERVICES FINANCIERS	17	237,91	-0,92 %	63,11 %	714 932	653 874 261	16,01
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	260,22	0,26 %	20,43 %	79 428	307 168 295	12,53
BRVM - INDUSTRIELS	6	200,90	-3,63 %	51,82 %	10 768	23 645 975	133,61
BRVM - ENERGIE	4	164,33	-1,18 %	48,17 %	14 462	55 485 335	18,09
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	222,82	-3,92 %	110,41 %	7 430	42 503 580	20,47

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	16,93
Taux de rendement moyen du marché	6,75
Taux de rentabilité moyen du marché	6,12
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	210
Volume moyen annuel par séance	1 923 867,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 073 463 636,89

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	29,70
Ratio moyen de satisfaction	54,25
Ratio moyen de tendance	182,65
Ratio moyen de couverture	54,75
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	0,16
Nombre de SGI participantes	37

Allemagne

Mercedes-Benz suspend tout nouvel investissement

Dans un entretien interne diffusé auprès des salariés, des membres du directoire de Mercedes-Benz ont déclaré que le groupe allait examiner l'option de fermetures d'usines en Allemagne. Le géant de l'automobile en crise Mercedes-Benz a annoncé jeudi envisager la fermeture d'usines en Allemagne et suspendre tout nouvel investissement dans le pays, estimant devoir réduire drastiquement ses coûts de production face à la concurrence chinoise de plus en plus intense.

Dans un entretien diffusé en interne auprès des salariés, la membre du directoire Britta Seeger a jugé nécessaire "d'examiner de manière plus concrète" l'option de fermetures de sites de production. Confronté à un net recul de ses ventes en Chine qui pèse sur ses bénéfices, le constructeur de Stuttgart négocie avec les représentants du personnel de nouvelles mesures d'économie afin de restaurer sa compétitivité. "Nous sommes désormais contraints d'examiner avec attention quels sites allemands nous devrions fermer si nous ne parvenions pas à modifier la structure de nos coûts", a expliqué un autre membre du directoire, Michael Schiebe, cité dans l'interview. "Nous fabriquerons alors les prochains modèles exclusivement à l'étranger", a-t-il ajouté.



"Aucun corridor de solution ne se dessine"

Le dirigeant a par ailleurs annoncé l'arrêt de tout nouvel investissement dans les sites allemands du groupe tant qu'aucun accord permettant de réduire les coûts n'aura été trouvé. Selon lui, les décisions concernant la prochaine génération de véhicules doivent être prises dès maintenant, ce qui accentue la pression sur les négociations en cours. Celles-ci se déroulent notamment sur fond de discussions salariales avec le syndicat IG Metall, qui réclame une hausse de 5% des salaires, jugée "totalement excessive" par Britta Seeger. "Une telle augmentation ferait encore grimper les coûts du travail, déjà élevés en Allemagne, alors qu'ils sont déjà aujourd'hui bien trop élevés dans la comparaison internationale", a-t-elle estimé. Pour se relancer, le groupe mise également sur une vaste "offensive de productivité". Mais "malgré des discussions intensives, aucun corridor de solution ne se dessine malheureusement pour l'instant", selon Britta Seeger. Mercedes-Benz envisage une augmentation du temps de travail sans compensation salariale et remet en question la semaine de 35 heures, un acquis historique de l'industrie métallurgique dont l'automobile relève en Allemagne. "Ce sont des sujets inconfortables", a reconnu Britta Seeger, mais c'est selon elle "la seule manière de préserver l'emploi en Allemagne".

Avec bfmtv.com

1,2 million d'euros d'amende

La justice brésilienne sanctionne Meta après la présidentielle

La justice brésilienne a infligé une amende de 1,2 million d'euros à Meta pour son manque de transparence et le non-respect de l'égalité de traitement entre Lula et Flávio Bolsonaro lors de la présidentielle.

La justice brésilienne a infligé mardi 10 novembre une amende au géant des technologies Meta pour non-respect de l'égalité de traitement sur ses plateformes entre le président Lula et son rival Flávio Bolsonaro durant la présidentielle. Luiz Inacio Lula da Silva a créé la surprise en battant Flávio Bolsonaro lors du second tour le 25 octobre, à l'issue d'une campagne au cours de laquelle il a dénoncé une "ingérence" de la part de la société propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp visant à favoriser son adversaire de droite, soutenu par Donald Trump. Le Tribunal supérieur électoral (TSE) a infligé à l'unanimité une amende de 7,5 millions de réais (environ 1,2 million d'euros) à la firme américaine, sans toutefois considérer comme prouvée l'existence d'une "action délibérée visant à fausser le scrutin", selon les propos du juge rapporteur Marco Aurélio Bellizze. Après sa victoire électorale, le dirigeant de gauche a promis de renforcer la régulation des réseaux sociaux au Brésil. Sous son mandat, un cadre juridique strict a déjà été adopté, rendant les entreprises technologiques responsables des contenus diffusés par leurs utilisateurs. L'équipe de campagne de Lula avait accusé Meta de "manipulation algorithmique" visant à nuire à leur candidat. Meta s'est comportée comme un "agent politique", pénalisant Lula par le biais d'"irrégularités graves", a ainsi affirmé son avocat Angelo Ferraro devant le TSE.



● Les logos des applications de Meta, Facebook et Instagram. ZEUS - ZUMA Press Wire via Reuters Conn - Represented by ZUMA Press, Inc. - Andre M. Chang

Meta nie avoir pris parti

L'avocate de Meta, Patricia Marta Martins, a déclaré devant le TSE que les allégations d'ingérence étaient "fausses et infondées" et que les exigences judiciaires avaient été "intégralement respectées" par l'entreprise. Durant la campagne présidentielle, le TSE avait ordonné à Meta de prendre des mesures pour garantir l'égalité dans la diffusion des contenus au profit des deux candidats. Les sept juges de la cour ont suivi l'avis du juge Bellizze, selon lequel l'entreprise n'a pas respecté les délais et a manqué de transparence en fournissant au TSE des informations incomplètes, "génériques" ou même rédigées dans une autre langue. Après avoir refusé de reconnaître sa défaite électorale, le sénateur Bolsonaro a quitté le Brésil pour les États-Unis, alors qu'il fait l'objet d'une enquête policière pour blanchiment d'argent présumé. Depuis Miami, il s'est autoproclamé véritable "leader" du Brésil.

La Tribune (avec AFP)

France

Une nouvelle génération de satellites espions ultra performants en vue

La Direction générale de l'armement a notifié le marché de réalisation des deux satellites d'observation militaire IRIS à Airbus Defence and Space et Thales Alenia Space. Ces satellites espions remplaceront, à l'horizon 2035, les trois satellites CSO afin de garantir à la France une capacité opérationnelle de Renseignement d'origine image (ROIM) depuis l'espace.

Comme la Tribune l'avait annoncée, la Direction générale de l'armement (DGA) a enfin notifié un contrat de réalisation à Airbus Defence & Space et Thales Alenia Space (TAS) pour la fourniture de deux satellites espions (IRIS, pour Instruments de renseignement et d'imagerie spatiale) et du segment sol. La DGA a signé ce contrat le 5 novembre. Au total, ce programme spatial majeur pour la France va coûter au ministère des Armées plus de 1,5 milliard d'euros, que vont se partager à peu près en parts égales les deux industriels). Clairement, la France va



● Satellite CSO-3. Copyright © CNES/Mira Productions/Rémy Parot - Sébastien Gentet, 2025

« conforter sa position au plus haut niveau mondial en matière d'observation spatiale optique », selon le PDG de TAS, Hervé Derrey. Ce contrat « contribue à la souveraineté et à l'autonomie stratégique de la France », a pour sa part estimé le directeur des systèmes spatiaux chez Airbus, Alain Fauré. Le système IRIS sera opéré par le Commandement de l'espace (CDE) de l'armée de l'Air et de l'Espace. Le programme IRIS constitue un outil crucial de la politique de défense de la France en garantissant une autonomie d'appréciation, une capacité de coopération et une souveraineté décisionnelle grâce aux renseignements obtenus depuis l'espace. Il vise à améliorer « les performances (qualité des images et délai de leur mise à disposition) pour répondre aux besoins des forces dans un contexte stratégique en forte évolution », a expliqué la DGA dans un communiqué.

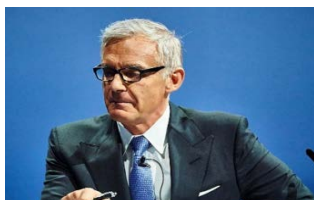
Avec latribune.fr

Banques

L'ex-président de Credit Suisse écope de 25'000 francs d'amende

Le Département fédéral des finances reproche à Urs Rohner, ex-président du conseil d'administration de la banque, d'avoir fourni de fausses informations à la Finma.

Urs Rohner a été condamné à une amende de 24'840 francs ainsi qu'à 144 jours-amende à 690 francs avec sursis, révèlent «SRF Investigativ» et le magazine alémanique «Republik», jeudi, en rapportant la décision du Département fédéral des finances (DFF), datée du 20 octobre, concernant l'ex-président du conseil d'administration de Credit Suisse. Celle-ci n'est cependant pas définitive. L'affaire est liée au scandale des filatures de Credit Suisse. En 2019, la banque avait présenté à la Finma la surveillance de l'ancien cadre Iqbal Khan comme



● Urs Rohner, ex président du conseil d'administration de Credit Suisse. AFP

un «cas isolé». L'enquête du régulateur avait ensuite établi que sept opérations de surveillance avaient été planifiées ou réalisées entre 2016 et 2019, rappelle les deux médias.

Urs Rohner conteste et saisit la justice

Le DFF reproche notamment à Urs Rohner, qui avait signé la réponse de Credit Suisse à la Finma, d'avoir volontairement passé sous silence certaines informations. Il estime également que l'ancien président du conseil d'administration de Credit Suisse n'a pas suffisamment approfondi des indices suggérant l'existence d'autres filatures. Urs Rohner conteste les accusations et porte l'affaire devant la justice, rapportent «SRF Investigativ» et «Republik». Le Tribunal pénal fédéral à Bellinzone devra désormais se prononcer. Urs Rohner bénéficie de la présomption d'innocence.

Avec lematin.ch

COP31

Assurer une information climatique fiable à l'ère de l'IA

Comment se fier aux réponses de l'intelligence artificielle sur le climat ? Et comment mesurer l'empreinte écologique de cette technologie ? De nouvelles priorités d'action, lancées vendredi à la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP31), visent à répondre à ces deux défis.

Présentées à Antalya, en Turquie, les Priorités d'action sur l'IA et l'intégrité de l'information climatique sont portées par l'Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques, coprésidée par l'ONU, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Brésil. « La question n'est pas simplement de savoir si l'IA est bonne ou mauvaise pour le climat. Il s'agit de savoir si l'on peut se fier à ce que l'IA nous dit, et à ce qu'on nous dit d'elle », a déclaré Charlotte Scaddan, conseillère principale pour l'intégrité de l'information au Département de la communication globale des Nations Unies.



● © *Adobe Stock / Ipopba L'intelligence artificielle se développe à un rythme record.*

Des réponses fluides, mais pas toujours fiables

De plus en plus de personnes se tournent vers l'IA pour s'informer sur le climat. Mais la qualité de ses réponses ne garantit pas leur exactitude. Comme le rappellent les coprésidents de l'initiative, le Groupe scientifique international indépendant sur l'intelligence artificielle, créé l'an dernier par l'Assemblée générale des Nations Unies, a lancé cet avertissement : « produire un texte fluide est plus facile que produire un texte factuel ». Lors des catastrophes climatiques, les risques sont particulièrement élevés : des images et des vidéos générées par l'IA peuvent circuler plus vite que les alertes officielles. L'empreinte environnementale de l'IA reste elle aussi difficile à évaluer. Le public manque de données pour vérifier les affirmations sur la consommation de ressources et les émissions liées à cette technologie.

Exiger des comptes et des données

Les nouvelles priorités appellent les entreprises d'IA à évaluer les effets de leurs systèmes sur l'intégrité de l'information climatique et à publier leurs conclusions. Elles leur demandent aussi de rendre publiques leur consommation d'énergie, leurs émissions de carbone, leur consommation d'eau et leur utilisation des terres. Les États sont invités à intégrer l'intégrité de l'information dans leurs stratégies nationales sur l'IA et leurs plans climatiques. Fondées sur les droits humains, ces priorités s'appuient sur la Déclaration de Belém sur l'intégrité de l'information relative aux changements climatiques, adoptée l'an dernier à la COP30 au Brésil, ainsi que sur les Principes mondiaux des Nations Unies pour l'intégrité de l'information. Les partenaires de l'initiative appellent également à financer davantage une information qui aide à comprendre les changements climatiques et à agir. L'Allemagne s'est engagée à verser plus de 2,2 millions de dollars pour soutenir la recherche, élaborer des stratégies de communication et mener des campagnes de sensibilisation.

Empêcher la publicité de financer la désinformation

Également lancée vendredi, la Charte pour l'intégrité de l'information climatique dans la publicité entend s'attaquer à « la monétisation de la désinformation et du déni », a expliqué Jake Dubbins, cofondateur du réseau Conscious Advertising Network. Elle réclame davantage de transparence dans les circuits publicitaires pour que les annonceurs sachent où leurs publicités sont diffusées, dans le respect de la vie privée des utilisateurs. La COP31 se poursuit jusqu'au 20 novembre. Ses dix thèmes prioritaires comprennent notamment la transition vers une énergie propre, l'électrification, le zéro déchet et la résilience des villes face aux changements climatiques.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier En matière d'opérations financières, l'impulsivité sera mauvaise conseillère. Adoptez une attitude prudente, sans pour autant vous cantonner dans l'immobilisme. Vous serez bientôt mieux inspiré.

Taureau Ne soyez pas trop confiant en manipulant votre argent, car vous n'aurez pas toute la faveur des astres. Si vous voulez effectuer une importante opération boursière, vous aurez intérêt à consulter un spécialiste.

Gémeaux L'argent risque de sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale.

Cancer Evitez de bâtir continuellement des châteaux en Espagne et, plus encore, de vous lancer dans des opérations spéculatives risquées. Prenez pour règle d'or qu'il ne faut jouer ou spéculer que dans la mesure de ses moyens, mais jamais selon ses besoins ou ses ambitions.

Lion Sur le plan matériel, vous serez très efficace et compétent. Vous parviendrez à résoudre des problèmes délicats, et vous gérerez habilement vos finances. Toutefois, attention à certaines envies d'achat !

Vierge Voici probablement l'une des meilleures journées pour effectuer d'importantes transactions financières ou traiter des affaires difficiles. Vénus vous donnera une lucidité à toute épreuve.

Balance Le Soleil formera de très belles configurations. Mais ne comptez tout de même pas sur lui pour vous accorder une journée de chance financière exceptionnelle. L'astre du jour se contentera de vous gratifier d'une journée de plus grande chance : une rentrée surprise est possible, un petit gain au jeux, ou encore une prime quelconque ou une prime imprévues.

Scorpion La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Sagittaire Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier : cette configuration de Saturne sera assez dangereuse. Vous serez enclin à dépenser un peu trop, de manière imprudente et désordonnée. Un peu de volonté pour ne pas céder aux tentations, s'il vous plaît !

Capricorne Vous aurez la possibilité de développer votre situation matérielle grâce à une grande habileté tactique. Vous avancerez prudemment. Ensuite, vous foncerez en prenant des risques calculés.

Verseau Les secteurs de votre Ciel liés à l'argent ne subissent l'influence d'aucune planète. Vous ne devriez donc avoir ni vrais problèmes ni... bonnes surprises ! A vous de gérer votre budget avec lucidité : ce sera le meilleur moyen de garder l'équilibre. Les plus prudents d'entre vous réussiront sans doute à rembourser toutes leurs dettes ou même à faire quelques économies.

Poisson Bon équilibre financier, en principe. Les impacts planétaires de la journée devraient vous permettre d'améliorer légèrement vos revenus ou, tout au moins, de mieux organiser votre budget, ce qui vous permettra d'éviter certaines dépenses inutiles.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyéyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)
Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)
Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)
Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)
Rédacteurs
Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON
Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
A.Koffivi. AMOUZOUKPE

CHEZ VOUS TOGO

VOTRE AGENCE DE COMMUNICATION

Editeur de **L'Economiste du Togo**

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo . REC N° 0650/07/09/22/HAAC

- NOS SERVICES -


IMPRESSION



CARTE DE VISITE



ETIQUETTES



BÂCHE, VYNIL


DECOUPE



PRINT CASQUETTE



BROCHURE


FACTURIER



CALENDRIER



FLYERS A4,A5....



CATALOGUE


PRINT T-SHIRT

Togo CHEZ VOUS

AGOE ASSIYEYE NON LOIN DE LA POSTE

97190623 / 97787907
92109353 / 91198753

Site: www.leconomistedutogo.tg
Email: contact@leconomistedutogo.tg
Siège: Agoè Assiyéyé non loin de la poste

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Fin d'année

Les pétards et feux d'artifice interdits sur toute l'étendue du territoire national

Le ministère de la Sécurité a rappelé, dans un communiqué, le 14 novembre, l'interdiction formelle de l'importation, de la commercialisation, de la distribution et de l'utilisation des pétards, feux d'artifice et autres produits similaires sur toute l'étendue du territoire national, à l'approche des festivités de fin et de début d'année.

Cette mesure vise à prévenir les risques d'accidents corporels, d'incendies et de troubles à l'ordre public liés à l'utilisation incontrôlée de ces produits pyrotechniques. Dans ce communiqué, le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Batossie Madjoulba, invite les opérateurs économiques, les commerçants, les transporteurs et les particuliers à s'abstenir de toute opération portant sur ces articles. Le ministre précise que les Forces de défense et de sécurité (FDS) ainsi que les services administratifs compétents sont



mobilisés pour veiller au respect strict de cette interdiction. Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux dispositions légales en vigueur. Le colonel Calixte Batossie Madjoulba appelle, par ailleurs, les populations au civisme et à la responsabilité. Il exhorte particulièrement les parents à sensibiliser leurs enfants sur les dangers liés à l'utilisation des pétards et autres produits pyrotechniques. Le ministère de la Sécurité entend ainsi garantir des festivités de fin et de début d'année dans un climat de paix, de convivialité et de sécurité pour tous.

Avec ATOP/JK/KYA

Centrale/Lutte contre le trafic illicite d'armes à feu

Les acteurs de la chaîne pénale intégrée renforcent leurs compétences à Sokodé

Vingt-cinq acteurs de la chaîne pénale intégrée de la région Centrale ont renforcé leurs capacités en matière de lutte contre le trafic illicite d'armes à feu, les 11 et 12 novembre à Sokodé.

L'atelier est organisé par la Commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic des armes légères et de petit calibre (CNLPAL). Il s'inscrit dans le cadre du programme régional intégré de lutte contre le trafic illicite d'armes à feu et de renforcement de la chaîne pénale dans les zones frontalières des pays partenaires du programme « KAFO VI ». L'activité a bénéficié de l'appui technique et financier de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. La rencontre a permis d'accroître les capacités techniques et opérationnelles des acteurs concernés pour un bon contrôle, une meilleure détection, un traçage, les enquêtes et poursuites pénales des infractions liées aux trafics d'armes à feu y compris le traitement judiciaire des dossiers de terrorisme. Les participants ont été outillés en techniques de contrôle, détection, traçage, enquêtes et poursuites pénales de



ces infractions ainsi que sur les procédures opérationnelles établies. Les assises ont servi de cadre pour améliorer la coopération inter-agence aux frontières. Le secrétaire général du gouvernorat, Dr Tohouleba Pia-Abalo a fait savoir que le trafic illicite d'armes à feu constitue une menace transfrontalière majeure à laquelle sont confrontés plusieurs pays de la sous-région dont le Togo. Il a précisé que ce trafic alimente la criminalité organisée, déstabilise les économies et fragilise la sécurité des populations particulièrement dans les zones frontalières. Dr Tohouléba a fait comprendre aux acteurs que la réussite du programme susmentionné reposera sur leur engagement actif et proactif ainsi que sur leur capacité à bâtir une forteresse collective et durable contre la prolifération illicite des armes aux postes frontaliers. Le coordonnateur du programme KAFO VI, Paka Mazah a relevé l'intérêt de ce programme qui s'inscrit dans une approche visant à endiguer le trafic d'armes et à renforcer la sécurité dans des zones particulièrement vulnérable du pays. Il a souligné qu'avec les acquis, les agents seront capables, entre autres, de bien mener les fouilles aux frontières, de bien mener les enquêtes et les poursuites pénales jusqu'au jugement des trafiquants devant les tribunaux.

Avec ATOP/TAA/MEK/SED

Matchs amicaux

Carlo Ancelotti prend cher après la nouvelle désillusion du Brésil !

Après la nouvelle défaite du Brésil, battu par le Japon en amical à Singapour (3-2), Carlo Ancelotti est dans le viseur de la presse brésilienne.

Le Brésil continue de chercher la bonne recette sous Carlo Ancelotti. Après une Coupe du Monde globalement ratée, la Seleção avait bien rebondi lors de sa tournée de matchs amicaux lors de la précédente trêve. Cette fois-ci, les Brésiliens ont connu une formule diverse pour leur premier match de cette tournée à Singapour, avec une défaite inquiétante contre le Japon (3-2), samedi. Alors qu'ils étaient revenus à hauteur grâce à un doublé de Vinícius Júnior, après avoir concédé deux buts en 20 minutes de jeu, les Auriverdes se sont finalement inclinés dans le temps additionnel. Pour couronner le tout, Ancelotti a été expulsé pour avoir vivement contesté le but, réclamant une faute au préalable. Une nouvelle contre-performance qui ne passe pas du tout au pays. Intervenant de la chaîne Sporttv, le consultant Alexandre Lozetti n'a pas mâché ses mots au moment d'évaluer le travail du technicien italien. « Je trouve son travail mauvais. Le Brésil joue mal dans la majorité de ses matchs, avec un niveau de jeu insuffisant. Je ne parle pas du niveau d'Ancelotti, mais de celui que l'on attend du foot brésilien… Le Brésil a des joueurs de qualité, mais ne parvient pas à construire une équipe équilibrée. Il y a des problèmes défen-



sivement comme offensivement. Ce sont des situations que je pensais voir sous contrôle dès lors qu'un entraîneur de cette envergure a pris les commandes… Je n'aime pas ce qui a été fait jusqu'ici… », a-t-il lancé.

Romarío demande son renvoi

De son côté, Globo Esporte décrit ce Brésil comme « une sélection qui laisse encore beaucoup à désirer », après la piètre performance des siens. Le quotidien Estadão a également été sévère contre Ancelotti, lui reprochant de nombreux manquements dans son équipe, notamment en défense et dans la tenue du ballon. Mais la réaction qui fait le plus parler au Brésil est celle de Romarío. Le champion du monde 1994 a violemment pris à partie le technicien italien en exigeant son départ. « Ancelotti, c'est fini ! Prenez vos affaires et partez ! Personne ne remet en question votre bilan. Vous êtes l'un des plus grands entraîneurs que le football mondial ait jamais connus, mais vous l'avez prouvé en club. Avec l'équipe nationale brésilienne, jusqu'à présent, vous n'avez pas été à la hauteur. Nous n'en pouvons plus ! », a-t-il indiqué avant d'interpeller le président de la Fédération brésilienne (CBF), Samir Xaud. « Tu es jeune, brésilien, et je crois que tu veux le meilleur pour notre football. Mais le moment est venu de montrer que tu as le courage de prendre une décision. Débarrassez-vous d'Ancelotti ! On ne plaisante pas avec le maillot de la Seleção. On ne peut pas se permettre de gâcher une autre Coupe du Monde… Ancelotti n'a pas compris la dynamique d'une équipe nationale et, surtout, il n'a pas compris ce que représentent le football brésilien et le maillot vert et or. Il est grand temps que ça change. Au revoir ! » Autant dire que la presse s'accentue pour Ancelotti, qui devra rectifier le tir, contre Singapour lors du 2e amical de cette trêve.

Avec footmercato.net

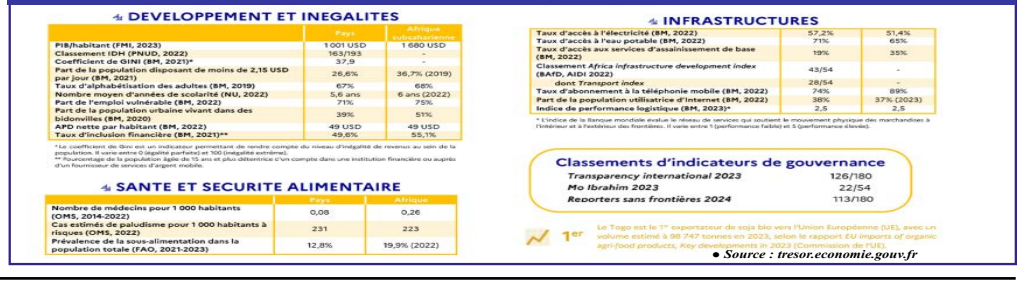
Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres



DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenu au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement *Africa infrastructure development index* (BAfD, AIDI 2022)	43/54	-
dont *Transport index*	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la banque mondiale évalue le niveau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180

1er Le Togo est le 1er exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport *EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023* (Commission de l'UE).

• Source : tresor.economie.gouv.fr


GUINNESS
UNE BELLE JOURNÉE. UNE GUINNESS
1000* FCFA BOUTEILLE 65cl
600* FCFA BOUTEILLE 33cl
GUINNESS FOREIGN EXTRA STOUT
BB LOMÉ S.A
www.bblome.com
DRINK RESPONSIBLY. WWW.DRINKIQ.COM 18+
* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 33CL & 65CL


Youki
AGRUMES
RETROUVEZ LE PLAISIR DES VRAIS AGRUMES
400* FCFA BOUTEILLE 50 CL
savoure TON FRUITSTYLE !
BB LOMÉ S.A
• Pratiquez une activité physique régulière • *Prix de vente détail conseillé